

**Circulaire n°2006-196 du 29 novembre 2006**

(Education nationale, Enseignements supérieurs et Recherche : Enseignements scolaires)

Texte adressé aux inspecteurs de l'éducation nationale, responsables de circonscription, aux chefs d'établissement, aux directrices et directeurs de centre de formation d'apprentis, aux rectrices et recteurs d'académie, aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'éducation nationale.

*Relative à l'interdiction de fumer pour les personnes et les élèves dans les établissements d'enseignement et de formation.*

NOR : MENE0602946C

Le décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 (publié au Journal officiel du 16 novembre 2006), fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, modifie les dispositions réglementaires du code de la santé publique prises pour l'application de l'article 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (codifié dans les articles L3511-1 et R3511-1 du Code de la santé publique).

L'interdiction, à partir du 1<sup>er</sup> février 2007, de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif concerne tout particulièrement les établissements d'enseignement et de formation. En effet, ceux-ci, de par leur vocation même, se doivent d'être des lieux d'exemplarité, de prévention et d'éducation à la santé.

A compter de cette date, il sera totalement interdit de fumer dans les enceintes (bâtiments et espaces non couverts) des établissements d'enseignement et de formation, publics ou privés, destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement des mineurs, notamment les écoles, collèges et lycées publics et privés, y compris les internats, ainsi que les centres de formation d'apprentis. Cette interdiction s'applique aux personnels comme aux élèves.

Le décret réaffirme l'interdiction de fumer dans les espaces non couverts des écoles, collèges et lycées publics et étend aux centres de formation d'apprentis. Aucun fumeur ne devra plus être toléré dans les locaux de récréation.

De plus, le décret interdit d'aménager des espaces réservés aux fumeurs à l'intérieur des établissements d'enseignement publics et privés, des centres de formation d'apprentis, des établissements destinés à l'hébergement ou à la formation régulière, l'hébergement ou la pratique sportive des mineurs et des établissements de santé.

La signalisation, fixée par arrêté du ministre de la Santé et de la Solidarité, sera téléchargeable à compter du 15 décembre 2006 sur le site <http://www.tabac.gouv.fr>.

Cette signalisation du principe de l'interdiction, accompagnée d'un message sanitaire de prévention, devra être apposée aux entrées des bâtiments sains qu'à l'intérieur (y compris dans les salles et bureaux réservés aux personnels), dans des endroits visibles et de manière apparente.

Dans les EPLE et les centres de formation d'apprentis, les chefs d'établissement doivent veiller à :

- faire adopter par le conseil d'administration et le cas échéant par le conseil de perfectionnement les modifications éventuellement nécessaires dans le règlement intérieur de leur établissement pour le mettre en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires. À défaut, ces dispositions seraient tout de même applicables. Cependant, dans un souci pédagogique et de bonne information de la communauté éducative, il convient de les présenter aux membres du conseil d'administration;

- mobiliser le comité d'éducation à la santé et à l'écitoyenneté (CESC) et la commission hygiène et sécurité (CHS) de votre établissement pour mettre en place un échange d'informations sur la nouvelle réglementation, les risques du tabagisme et les possibilités d'aide à l'abstinence;

- informer les personnels, les parents, les élèves et les apprentis qu'un site d'accompagnement et de conseils existe sur le site [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr). Il comportera des documents d'information et des mutualisés sur lesquels s'appuyer pour la mise en place de la prévention et l'aide à l'abstinence.

L'interdiction de fumer prend effet au 1<sup>er</sup> février 2007. Cependant, dans la mesure où un nombre d'établissements scolaires sont déjà largement engagés dans cette politique de prévention du tabagisme, il est possible d'anticiper la mise en œuvre du décret avant cette date, par exemple lors de la rentrée scolaire, ou pendant les vacances de Noël.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien vouloir me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de cette mesure essentielle de santé publique.

(JO du 5 décembre 2006 et BO n°46 du 14 décembre 2006.)